

Oui pub - Médiapost - Adrexo : L'expérimentation reportée au 1er septembre... on dit stop aux fermetures !

Expérimentation repoussée au 1er septembre Oui, il faut une table ronde associant tous les acteurs ! Oui, les deux sociétés veulent profiter de l'expérimentation pour liquider des emplois Le projet d'accord à Mediapost en est la preuve manifeste SUD-PTT appelle au rassemblement et à l'action de tout le monde ! Nos emplois sont en jeu...

Enfin, ça sera le 1er septembre !

Cette fois, la date de lancement serait le 1er septembre. L'expérimentation va concerner 3,7 % de la population et 1,3 millions de boîtes à lettres sur 26 millions au total. Soit 5 %...

Sauf que les échéances se rapprochent plus vite que prévu, avec au moins une des deux sociétés, Mediapost, qui a engagé une négociation.

Côté Adrexo, toujours aucune nouvelle ou réponse de la direction. Mais il est possible que celle-ci fasse d'une pierre deux coups : en effet, pas moins de 880.000 boîtes à lettres doivent être sous-traitées pour l'année 2022 ! Avec beaucoup de communes qui sont dans les zones Ouipub... un pur hasard ? On n'y croit pas !

Et du côté du gouvernement ?

Face au silence du ministère des Finances, Bercy, qui ne répond toujours pas à nos courriers, nous ne sommes plus seuls.

L'idée d'avoir une table ronde, qui réunisse tous les acteurs - pouvoirs publics, communes concernées, patronat et syndicats de la distribution directe -, fait son chemin. Pour y parvenir, tous les représentants des autres forces syndicales doivent pousser dans le même sens.

Une demande de bon sens !

Notre demande relève de l'évidence : c'est ce qui se fait dans d'autres branches concernées par la transition climatique et par la loi Climat ! Le gouvernement et ses ministres sont maintenant responsables de l'évolution du secteur de l'IP. Ils doivent organiser cette table ronde pour, qu'à l'arrivée, tous les salarié-es aient un emploi !

Pour SUD-PTT, c'est la priorité des priorités avec des emplois au plus près du domicile des salarié-es ! Des emplois qui respectent au minimum, pour une fois, les clauses de mobilité...

C'est quoi cette mascarade ?!

On parle bien sûr ici de cette négociation ouverte la semaine dernière à Mediapost qui devrait être bouclée fin mars ou début avril ! Or, les effets de l'expérimentation ne seront connus qu'à l'automne ! Alors pourquoi une telle précipitation ?

Dans cette négociation, la direction refuse de prononcer le mot qui fâche : **fer-me-ture**. Mais on se fout totalement et royalement de nous !

Il suffit de lire, une seule fois suffit !, le document présenté aux représentants syndicaux :

« Dans un premier temps, nous **arrêterons temporairement** la distribution sur les zones d'expérimentation Ouipub. Mediapost devra recenser le nombre de boîtes aux lettres Ouipub (...) et ce recensement pour mettre à jour nos bases (...) pourra prendre un certain temps... **Cela pourra prendre plusieurs mois (...)** Dans un **second temps**, l'activité de distribution pourra **reprendre** dès lors que le taux d'adoption Oui-pub permettra une distribution rentable » !!

On nous prend pour des imbéciles !...

274 distributeurs sont directement concernés et 38 dans la mécanisation. En gros, on propose à nos collègues en ce moment un reclassement, une mobilité dans le Groupe, des formations pour changer de métier, des primes de mobilité et de déménagement. (...TSVP...)



Fédération des activités postales et de télécommunications

25/27 rue des envièrges 75020 Paris
tel 01 44 62 12 00 — fax 01 44 62 12 34
sudptt@sudptt.fr — www.sudptt.org

Mars 2022

Union
syndicale
Solidaires

Puis on réouvrirait les sites dans plusieurs mois ? Mais avec qui ? Et d'ailleurs, deux baux doivent être résiliés le 30 mars sur Dunkerque et Carbon Blanc (Bordeaux), deux zones Ouipub !

Tous les syndicats doivent refuser ce marché de dupes. La négociation ne doit commencer que lorsque les effets de l'expérience seront connus, pas avant ! Sans compter que cet accord est plein de vides : le reclassement dans le Groupe est une obligation légale ; mais la question c'est, où ? Et dans quel métier ! Avec quel contrat ?

Et on n'oublie pas nos collègues d'Adrexo !

Que la direction d'Adrexo n'essaie pas de nous enfumer en faisant passer l'effet Ouipub dans un océan de sous-traitance massive !

L'heure n'est pas à la division syndicale.

Tous les syndicats doivent faire cause commune pour défendre notre avenir dans les deux sociétés et tout faire pour imposer des garanties collectives !

Extraits de notre lettre aux ministres des Finances et du Travail

“ Des rencontres que nous avons engagées avec certains syndicats ou communautés de communes, il ressort que votre implication dans ce dossier semble indispensable eu égard à vos responsabilités dans les problématiques, en particulier sociales, de la transition climatique.

C'est un point de vue que nous partageons.

Il nous paraît nécessaire que vos services soient partie prenante d'une négociation au niveau de la branche sous la forme de réunions quadripartites : pouvoirs publics, communes concernées, patronat et syndicats de la distribution directe.

Se pose en effet la question des aides et des dispositifs qui peuvent aider au reclassement et à la reconversion.

Il devrait aussi se discuter d'étendre les mesures négociées au processus en cours de sous-traitance massive de l'imprimé publicitaire développée par Adrexo et Mediapost vers la Poste. Il faut mesurer les conséquences d'ampleur déjà à l'œuvre avec cette stratégie : il est question chez Adrexo de sous-traiter pas moins de 880.000 boîtes à lettres pour l'année 2022 ! Soit un équivalent de 60 % des zones impactées par le Oui pub. ”

Comme à Troyes le 7 mars, SUD-PTT appelle à multiplier les rassemblements et les rencontres avec les communes !

Une délégation de SUD-PTT a donc rencontré les représentants de Troyes Champagne Métropole le 7 mars.

De longs échanges qui ont déjà permis de présenter le contexte avant l'arrivée du Ouipub, à savoir une “sous traitance postale” massive organisée par les deux sociétés de la distribution directe.

Avec des salarié-es contraints d'accepter des avenants aux contrats qui vous envoient à “perpète” ou de démissionner !

D'ailleurs, de leur point de vue, il n'y a pas d'urgence au fait que l'expérimentation débute à tout prix le 1er juillet.

Enfin, il y a accord pour que tout le monde s'assoie à la même table : pouvoirs publics, communes concernées, patrons de la branche et organisations syndicales.

Nous appelons à multiplier les rencontres avec toutes les communautés de communes concernées !

“ (...) On a des entreprises qui prennent comme prétexte cette expérimentation pour accélérer la mutation de leur boîte en disant que c'est la faute de Ouipub et donc de TCM... On ne jouera pas la carte de cette stratégie qui consiste à se débarrasser des salarié-es par anticipation, on exige que cesse ce sabotage de l'emploi (...)

On a bien compris que la stratégie c'est de passer le marché à un sous-traitant qui est la Poste. On n'accepte pas que les salarié-es soient la variable d'ajustement des futures mutations de ces entreprises. On a déjà alerté Bercy... ”

Déclaration de Olivier Girardin, Vice-président de Troyes Champagne Métropole au journal *l'Est Eclair*.



Photo du rassemblement devant Troyes Métropole le 7 mars